

le mois

La Belgique du 13 juin : du séparatisme premier au séparatisme final ?

**Théo Hachez
et Benoît Lechat**

*Au lendemain du 13 juin,
la Belgique est plus que jamais
coupée en deux. Le P.S. domine
la Communauté française.
En Flandre, le camp des droites
continue d'enfler, irrésistiblement.*

ASYMÉTRIES ET PARALLÉ- LISMES PERDUS ?

Asymétriques, les configurations politiques francophone et flamande le sont depuis longtemps. Chacune des communautés du pays a été dominée de longue date par des forces appartenant à des familles politiques différentes. Le P.S. continument dominateur en Wallonie a fait longtemps alliance avec un C.V.P maître en Flandre. À l'État P.S., correspondait l'État

C.V.P. Leurs petits partis frères assuraient l'homogénéité de la majorité fédérale. Un temps, les libéraux ont donné l'illusion de mettre un terme à cette manière d'équilibrage. Le V.L.D. a remplacé le C.V.P. dans le mécanisme d'alliance privilégiée avec le parti dominant de l'autre communauté tandis que les libéraux francophones espéraient pouvoir faire jeu égal avec le P.S. Leur rêve n'aura duré que cinq ans. Le der-

nier scrutin a sonné le glas du mythe d'une Belgique pacifiée par des familles politiques dont les partis connaîtraient des évolutions parallèles. Si des élections « fédérales » avaient eu lieu le 13 juin, la donne eût-elle été différente? En l'absence de partis et d'élections réellement fédérales, la réponse est forcément négative.

EXIT LE RÊVE DE LA FIN DE L'ÉTAT C.V.P.?

Il fallait au moins deux législatures pour casser l'emprise C.V.P. sur l'appareil d'État. Tel était en tout cas le calcul que faisaient certaines figures du V.L.D., voire du SPA, au début de l'arc-en-ciel. Deux législatures, pour convaincre les cadres publics issus du pilier chrétien de changer de bord et pour saper durablement les bases de l'État C.V.P. Mais c'est raté! Certains n'en décolèrent pas. Les Verts flamands, par exemple, sont accusés de ne pas avoir su se sacrifier à la réalisation du grand dessein. S'ils avaient accepté de se mettre en cartel avec le SPA l'arc-en-ciel flamand aurait peut-être sauvé sa majorité. Qu'ils ne veuillent pas compléter une coalition flamande offerte aux diktats des six élus séparatistes de la N.V.A. est jugé tout aussi impardonnable. Groen! ouvrirait ce faisant une nouvelle voie royale au Blok. Les vieilles figures du C.V.P., les Van Rompuy, Van den

Brande et autres Van Parys n'occupent certes plus tout à fait le devant de la scène flamande, mais ils ressortent des poubelles de l'histoire où d'aucuns avaient espéré les jeter. Mais que représente leur retour à côté de la perspective de la transformation du Blok en un parti fréquentable? Si, comme il faut le souhaiter, la Cour de cassation confirme le caractère raciste du Blok, certains pourraient être tentés de recomposer le volet droit du paysage politique flamand. Reste à savoir qui dans le monde politique traditionnel pourrait se lancer dans pareille aventure.

QUEL AVENIR POUR LE COMPROMIS VIOLET?

La violette s'est construite sur deux promesses de très court terme. Le maintien de la réforme fiscale et celui des prestations de sécurité sociale. Avec un corollaire budgétaire, la création massive d'emplois pour financer ces promesses. En 2004, l'équilibre a été atteint grâce à des recettes uniques comme le Fonds de pension de Belgacom. Pour 2005, la Banque nationale chiffre l'effort à réaliser à 2,5 milliards d'euros. Comment relever ce défi sans remettre en question les bases du compromis violet? Sera-t-il remis à plat? Le débat n'a pas eu lieu en Communauté française. En Flandre, il a été esquissé durant la

campagne. Mais personne ne s'est aventuré à avancer de réelle alternative. Le crédo de la réduction des charges a été maintenu. Moins de taxes permettraient de créer plus d'emplois pour financer en retour l'État, la recherche, la sécurité sociale et les fonctions collectives. Le mythe a la vie dure. Pour combien de temps encore?

LA FIN DU « GOED NIEUWSSHOW »?

Les élections du 13 juin sonnent le glas d'une certaine manière de communiquer. Le show des bonnes nouvelles, le « goed nieuws-show », mis en scène par les libéraux et les socialistes, a fait long feu. L'heure des discours churchilliens (« du sang et des larmes ») a peut-être sonné. Mais un tel changement de ton risque d'accroître la défiance par rapport aux partis violets. Celle-ci s'est exprimée clairement en Flandre. Le M.R. a commencé à en faire les frais en Communauté française. Quand Dehaene préférait ne rien dire (« no comment ») plutôt que de travestir la réalité, les libéraux et les socialistes n'ont pas hésité à tromper l'opinion. Quand l'opposition dénonce cette dérive, elle est accusée de faire de l'« antipolitique » et donc de faire le miel de l'extrême droite. Or celle-ci se nourrit du manque de transparence et des promesses non tenues. Pas du débat démocratique.

L'EMPEREUR DU BOULEVARD ET LES CONSERVATEURS

De quoi procède le raz-de-marée du P.S. en Wallonie et à Bruxelles? Plus que probablement d'une demande profonde de sécurité, de stabilité face à des mouvements de flexibilité généralisée dans tous les domaines de la vie. Le parti qui dit défendre l'État et semble le plus crédible à ce niveau était donc à soutenir de manière massive. La demande qui est adressée au P.S. est d'abord une demande de conservation. Mais face aux défis de l'heure, le poids qui pèse sur ses épaules est énorme. Qu'il s'agisse de l'avenir de la sécurité sociale, de la sauvegarde de l'État fédéral, du redressement de la Wallonie et de la lutte contre la dualisation à Bruxelles... Aussi, encore tout grisé de son succès, le P.S. doit réfléchir à la manière la plus efficace d'éviter qu'il ne se transforme en victoire à la Pyrrhus. Et que toutes les politiques qu'il va devoir assumer dans les années qui viennent ne déçoivent tous ceux qui auront tant investi en lui. En toute logique, il cherchera donc en priorité à faire partager le plus largement possible ses responsabilités.

LA GAUCHE, LES PEURS ET LE RACISME

Il y a une gratte dans le disque. Douze victoires consécutives du

Blok et toujours les mêmes discours oiseux sur le fossé entre le citoyen et la politique. Les électeurs de l'extrême droite seraient des citoyens en perdition qui demandent qu'on les écoute. Qu'on les respecte. Qu'on leur trouve un emploi. Mais peu nombreux sont ceux qui, à gauche, évoquent clairement la peur de l'étranger, osent reconnaître à quel point les habitants de certains centres urbains sont ulcérés par la modification parfois radicale de leur cadre de vie et se défoulent en votant pour les fachos. La gauche doit rouvrir le débat sur l'intégration. Ne pas laisser aux racistes plus ou moins cachés le monopole des questions et des réponses sur l'immigration. Il faut notamment d'urgence débattre de la manière dont des groupes de cultures et d'origines différentes vont devoir mieux coexister sur l'ensemble de nos territoires. Car nous n'en sommes sans doute qu'au début des immigrations.

L'ÉCOLOGIE POLITIQUE COMME FONCTION DE VEILLE ?

Ils ont beau poser les bonnes questions, les Verts ne sont pas rassurants. Est-ce le profil parfois hésitant de leurs candidats? Est-ce la perception en demi-teinte de leurs participations et leurs propres difficultés à les assumer? En Flandre, plus de 7 % des électeurs

ont voulu se rassurer en conservant une représentation écologiste capable de poser dans le champ politique les questions relatives à l'avenir de la planète. Du côté francophone, la même fonction a été plus ou moins maintenue. Mais le rapport de forces qui est donné aux Verts ne leur permettra sans doute pas de remplir davantage qu'une sorte de « fonction de veille ». Pourtant, les défis du réchauffement climatique, du vieillissement et de la solidarité entre les générations requièrent des réponses très rapides et très ambitieuses. L'heure n'est pas aux points d'interrogation. À l'avenir, c'est sans doute en posant plus radicalement les exigences de l'écologie politique que les Verts pourront se montrer rassurants et convaincre toujours plus de citoyens de se doter enfin des moyens dont le développement durable a besoin.

LES PARTIS FLAMANDS TRADITIONNELS ONT FAIT LA CAMPAGNE DU BLOK

Le succès du Blok comme celui du cartel C.D.&V./N.V.A. seront les premiers invités au Forum institutionnel que le gouvernement fédéral s'est engagé à convoquer l'automne prochain. Avant de l'y laisser éventuellement entrer, il importe de rappeler que ce succès de l'extrême droite est aussi le fait d'une gestion irresponsable de la

poussée autonomiste (dont on ne discutera pas ici la légitimité) par les forces politiques flamandes traditionnelles. Ainsi de façon récurrente, les deux dernières campagnes régionales se sont centrées moins sur la gestion et les projets de la Flandre que sur un cahier de revendications adressé à la Belgique fédérale. De cela les partis flamands sont collectivement responsables. En mars 1999, ce furent les résolutions du Parlement flamand qui exigeaient la défédéralisation de pans entiers de la sécurité sociale. En 2004, ce fut la rébellion des bourgmestres du Brabant flamand qui exigeaient la scission de l'arrondissement Bruxelles-Halle-Vilvorde à laquelle l'ensemble des partis flamands commença par manifester leur soutien, avec un souverain mépris de l'enjeu institutionnel : l'organisation d'élections démocratiques. Les partis flamands traditionnels ont ainsi fait la campagne du Blok. En effet, une telle surenchère fondée sur un décalage institutionnel crédite naturellement son unilatéralisme : on développe des demandes hors de l'espace public, celui de la Belgique, où elles doivent être endossées. Sans se préoccuper de leur recevabilité par le partenaire.

LE RETOUR AU FONDS HISTORIQUE DE L'EXTRÊME DROITE FLAMANDE

Il est certain que le nationalisme flamand n'est pas la seule motivation des votes que recueille le Blok. Mais ce n'est pas la dernière. Et c'est sur lui et sur son fonds historique que s'articule le désir de discrimination qui en constitue l'aspect le plus insupportable. C'est également cette dimension nationaliste qui embarrasse les autres forces politiques dans la censure qu'ils devraient opposer au Blok. Est-ce un manque de clairvoyance qui fait que, entre le nationalisme et ses dérives, la Flandre politique n'a jamais pu faire un partage tout à fait clair? Est-ce une simple faiblesse? Responsable ou carrément coupable? Toujours est-il que, après un sanglot vite ravalé sur leur nombre croissant, les voix du Blok seront les bienvenues pour imposer les revendications flamandes traditionnelles aux futurs « forums institutionnels ».

DU SÉPARATISME ORIGINEL AU SÉPARATISME FINAL?

Régler les problèmes par la séparation. C'est une vieille caractéristique du fonctionnement politique belge. Les compromis y ont organisé la coexistence des piliers, des idéologies, des communautés, des régions. En Belgique, point de synthèse républicaine, de centra-

lisme jacobin. Le fédéralisme belge s'est construit par dissociation. Son centre s'est progressivement vidé. Mais a-t-il jamais été habité d'un quelconque projet commun? Flamands, Wallons et Bruxellois n'ont pas d'espace public partagé. On organise des échanges linguistiques entre rédactions de presse, mais il n'y a quasiment plus de lecteurs communs, ni d'électeurs communs. Il reste bien cet arrondissement de Bruxelles-Halle-Vilvorde que toute la classe politique flamande entend scinder le plus rapidement possible. Pourquoi s'étonner dès lors que le « dialogue » entre communautés ait toutes les apparences d'un malentendu permanent? Même si l'exigence demeure, comme une sorte d'idéal régulateur, il n'y a pas d'illusion à entretenir sur un hypothétique sursaut de rationalité discursive. Faut-il pour autant vouloir opposer le cynisme au cynisme? Il reste à accomplir un énorme travail de traduction des positions de chacune des communautés, de la manière dont elles se comprennent et dont elles comprennent l'autre. Mais sans accepter ce qu'aucun démocrate ne pourra jamais accepter : la légitimation du racisme et de la xénophobie. ■